

Conseil de Bank Al-Maghrib

# La croissance revue à la baisse, le crédit bancaire et l'inflation aussi



Pour 2020, la croissance globale du pays s'accélérerait à 3,9% selon BAM, avec un rebond de 6% de la valeur ajoutée agricole, sous l'hypothèse d'une récolte autour de 80 millions de quintaux.

**Bank Al-Maghrib, qui maintient inchangé son taux directeur à 2,25%, table sur une croissance du PIB de 2,7% en 2019, contre 3,1% annoncés en décembre dernier, sous l'effet de la décélération continue de la valeur ajoutée agricole. Le crédit bancaire au secteur non financier croîtrait, lui, de 3,1% cette année, contre 3,3% anticipés en décembre. L'inflation serait divisée par 3 entre 2018 et 2019 pour atteindre 0,6% cette année.**

**B**ank Al-Maghrib (BAM) a maintenu inchangé son taux directeur à 2,25%. À l'issue de son conseil, qui a tenu le 19 mars à Rabat sa première session trimestrielle de l'année, l'Institut d'émission a, par contre, revu à la baisse les prévisions de croissance du pays. Il table désormais sur une augmentation du produit intérieur brut (PIB) de 3,1% en 2018 et 2,7 en 2019, contre respectivement 3,3% et 3,1% annoncés en décembre dernier. Cette évolution s'explique notamment par la décélération de la croissance de la valeur ajoutée agricole entre 2017 et 2018, passant de 15,4 à 4,3%. Et sur la base des données climatiques

disponibles au 10 mars, la Banque table sur une production céréalière autour de 60 millions de quintaux et un recul de la valeur ajoutée agricole de 3,8% en 2019. Pour les activités non agricoles, la valeur ajoutée croîtrait de 3,4% en 2019, après 2,9% en 2018 et 2,7% un an auparavant. En 2020, la croissance globale du pays s'accélérerait à 3,9%, avec un rebond de 6% de la valeur ajoutée agricole, sous l'hypothèse d'une récolte autour de 80 millions de quintaux.

Outre la croissance économique, Bank Al-Maghrib a également revu à la baisse l'évolution du crédit bancaire, suite à «une nette décélération des prêts aux entreprises privées». En effet, le crédit au secteur non financier a ralenti à 3,1% en 2018, au lieu de 3,5% annoncés en décembre dernier. «Il devrait maintenir ce rythme en 2019 (au lieu de 3,3%), avant de s'accélérer à 4,4% en 2020», estime la banque centrale. S'agissant des taux débiteurs, ils ont poursuivi leurs baisses trimestrielles, revenant à 5,06% en moyenne au 4e trimestre de 2018, avec en particulier des reculs de 28 points de base pour les prêts aux entreprises et de 11 points pour ceux aux particuliers.

À noter que le taux de change effectif réel devrait s'apprécier de 0,7% en 2019, après une stabilité l'année dernière, «l'écart d'inflation entre le Maroc et ses principaux partenaires et concurrents ne devant que partiellement contrebalancer l'appréciation nominale attendue du dirham. En 2020, avec la dissipation prévue de cette dernière, il devrait se déprécier de 0,5%», détaille Bank Al-Maghrib.

Et ce n'est pas tout. L'ajustement des prévisions a concerné également l'inflation. Cette dernière décélérerait de 1,9% en 2018 à 0,6% cette année (contre 1% prévu en décembre dernier pour 2019), avant de s'établir à 1,1% en 2020 (au lieu de 1,2%), portée par la hausse attendue de sa composante sous-jacente. Celle-ci, après une baisse de 0,8% en 2019, elle atteindrait 1,4% en 2020, en lien avec l'amélioration attendue de la demande intérieure.

Sur le volet des finances publiques, l'institution estime que le processus de consolidation budgétaire ralentirait : le déficit, hors privatisation, s'établirait à 4,1% du PIB en 2019 (après 3,7% l'année dernière) avant de revenir à 3,5% du PIB en 2020. Sur le plan des comptes extérieurs, le déficit du compte courant s'allégerait à 4,1% en 2019 et à 3,4% en 2020 (après 5,2% en 2018), sous l'effet notamment de la baisse prévue des importations énergétiques et de la décélération des achats de biens d'équipement. Cette évolution suppose également des entrées de dons des pays du Conseil de coopération du Golfe de 2 milliards de dirhams en 2019 et de 1,8 milliard en 2020. Le montant des réserves internationales nettes, lui, augmenterait à 239 milliards en 2019 avant de revenir à 236 milliards en 2020, continuant ainsi d'assurer la couverture d'un peu plus de 5 mois d'importations de biens et services. ■

Moncef Ben Hayoun